

Adieu la vie, adieu l'amour...

Ukraine. guerre et auto-organisation

*« Ce qu'elle en a bu, du beau sang, cette terre
Sang d'ouvrier et sang de paysan
Car les bandits, qui sont cause des guerres
N'en meurent jamais,
on ne tue que les innocents¹. »*

Pour évoquer l'incertitude du champ de bataille, Clausewitz parlait de « brouillard de guerre », le terme pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'avalanche médiatique que, depuis le 24 février 2022, nous subissons à propos de l'Ukraine. Les deux camps se livrent à une guerre des propagandes et d'images assez classique renforcée de manière inédite par les réseaux sociaux. De ce point de vue, les Ukrainiens ont l'avantage ; beaucoup d'images sont disponibles de leur côté (prises par des civils ou des journalistes), beaucoup moins côté russe (pas de smartphone pour les soldats, pas de civils, peu de journalistes). D'où par exemple, au début, une surabondance de véhicules russes détruits. C'est ce que voient les Occidentaux (nous), mais il ne s'agit que *d'une partie* de la réalité. D'autant que les algorithmes accentuent la banalité de nos biais cognitifs respectifs, nous poussant à favoriser les informations qui confirment nos opinions et nos présupposés : c'est le « problème de Diagoras », mais en période de guerre ce lot quotidien devient excessif, étouffant. Il n'est pas aisé de conserver la distance nécessaire et une tête assez froide pour comprendre ce qui se déroule et, éventuellement, agir en conséquence ; ça l'est d'autant moins lorsque l'on vit dans un pays belligérant ou cobelligérant.

Le Bon, la Brute et le Truand

« Ne vous inquiétez pas, ceux-là sont sortants². »

La Russie a envahi l'Ukraine, et non l'inverse. Cependant, si importante soit-elle, la différence entre « agresseur » et « agressé » n'est pas un critère suffisant pour comprendre la situation. Le démocrate et l'autoritaire, le gentil et le méchant, etc. Le 28 juillet 1914, après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le puissant Empire austro-hongrois (50 millions d'habitants) déclare la guerre à la petite Serbie (dix fois moins peuplée). Dans les jours qui suivent, par le jeu des alliances, toutes les puissances européennes entrent en guerre, et l'un des arguments de la France et de l'Angleterre en est la défense du faible contre le fort. *« Nul ne peut croire de bonne foi*

1 Montéhus, *La Butte rouge*, 1923.

2 Un militaire ukrainien rassurant un journaliste français à propos de tirs d'artillerie, *Le Figaro*, 4 mars 2022.

que nous sommes les agresseurs », déclare René Viviani, président du Conseil d'une République française très démocratique à laquelle l'Allemagne, forcément despotique et cruelle, vient de déclarer la guerre. Si, dans leur immense majorité, les socio-démocrates de tous les pays (et même quelques anarchistes dont Pierre Kropotkine) adhèrent à ce récit et aux respectives politiques d'Union sacrée, le Parti socialiste serbe refuse, lui, la défense nationale, et ne vote pas les crédits de guerre. En 1914, rares sont les révolutionnaires à ne pas succomber à la propagande de guerre³.

Mais on n'explique plus les causes de la Première Guerre mondiale de la sorte. L'initiateur ou l'incident déclencheur d'un conflit n'est qu'un élément d'une situation d'ensemble bien plus complexe⁴. Chaque pays peut légitimement affirmer qu'il se défend, l'envahi contre l'envahisseur bien sûr, mais aussi l'envahisseur intervenant pour empêcher un tiers d'occuper, de dominer ou de manipuler l'envahi. L'URSS a agi ainsi en Hongrie en 1956, la Grande-Bretagne et la France en Égypte la même année, les États-Unis au Vietnam, l'URSS en Afghanistan, etc. Les faibles n'existent que par les forts qui les protègent contre d'autres forts, et chacun se défend pour empêcher son voisin de l'attaquer, ou de servir de base à cet effet.

Comme tant d'autres avant elle, la guerre qui se joue aujourd'hui sur le territoire ukrainien, et aux dépens de sa population, s'inscrit dans le cadre plus vaste de l'affrontement entre grands blocs ; et la caractérisation des régimes impliqués (démocratie ou pas) y est (comme d'habitude) anecdotique.

En Occident, de bons esprits déplorent que, au lieu de dissoudre l'Otan lorsque le pacte de Varsovie a éclaté après la dissolution de l'URSS en 1991, les États-Unis aient progressivement élargi cette alliance militaire jusqu'à inclure la plupart des ex-satellites de l'URSS. Comment réagiraient les États-Unis si le Mexique ou le Canada rejoignaient une alliance militaire dirigée contre eux⁵ ? En 2022, l'invasion russe a l'avantage de justifier rétrospectivement l'élargissement otanien et de le poursuivre (Suède, Finlande).

Là n'est pas la question. Il allait de soi pour les États-Unis (et leurs alliés) de saisir l'occasion de la disparition de l'URSS pour promouvoir leurs intérêts et limiter la puissance russe. Tout comme l'URSS le faisait dans le passé chaque fois qu'elle le pouvait. L'Ukraine est un territoire beaucoup trop stratégique (en particulier l'est et le sud du pays) pour qu'un camp ou l'autre accepte de l'abandonner facilement (masse de population et donc de prolétaires, industries, irrigation, nombreuses ressources existantes ou potentielles y compris sous la mer Noire, accès et contrôle de cette mer, etc.).

« *Arrêtez la guerre. Ne croyez pas la propagande. On vous ment ici* »... Il fallait du courage à Marina Ovsianikova, le 14 mars 2022, pour oser dénoncer publiquement la guerre menée par son propre pays. Il est douteux que le journal télévisé d'une grande chaîne française puisse un jour être interrompu à 20 heures par une mise en cause intempestive de la propagande guerrière occidentale. Y aurait-il davantage de pacifistes à Moscou qu'à Paris ?

3 Il y aura par exemple les bolcheviks et les mencheviks en Russie, Karl Liebknecht puis Otto Rühle en Allemagne. Sur ce sujet, voir la brochure *Les anarchistes contre la guerre. 1914-2022*. <https://quatre.zone/2022/04/01/les-anarchistes-contre-la-guerre/>

4 En septembre 1939, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne, qui vient d'envahir la Pologne. Quelques mois plus tard, les deux pays planifient une importante opération militaire contre le principal allié du III^e Reich, l'URSS, qui, de son côté, vient d'attaquer la Finlande. Il s'agit de l'opération Pike, vaste programme de bombardement des puits de pétrole de Bakou ; l'offensive allemande du 10 mai 1940 entraîne l'abandon du projet.

5 Il n'y a qu'à voir, à l'heure où nous écrivons ces lignes, les efforts que déploient les États-Unis pour que les îles Salomon ne signent pas un accord de défense avec la Chine.

Rudyard Kipling n'a peut-être jamais écrit que « *la première victime d'une guerre, c'est la vérité* », mais tout de même... Certes, on pouvait s'y attendre, mais il est étonnant de constater à quelle vitesse les médias expriment dans chaque pays un consensus correspondant à la politique des gouvernants⁶. L'acceptation plus ou moins générale de la gestion étatique de la crise du Covid-19 par les populations n'a pas empêché des actes de protestation, minoritaires et malgré tout répétés avec un certain écho. La guerre, elle, ne crée pas seulement une soumission, mais une adhésion – en tout cas, tant que le conflit ne s'éternise pas au point que ses objectifs apparaissent de moins en moins crédibles. Sachant qu'en 2022 on n'appelle plus des dizaines de millions d'hommes sous les drapeaux : on mobilise des centaines de millions de spectateurs devant leurs écrans. À Paris ou à Marseille, tout le monde est contre la guerre... mais souhaite la victoire de l'Ukraine, demande qu'on lui livre davantage d'armes, voire qu'on y envoie des militaires français. Les rassemblements « pacifistes » aux couleurs jaune et bleu sont bien calmes et bien maigres si on les compare aux fougueuses manifestations contre la guerre de 2003, où, il est bon de le rappeler, personne ne souhaitait la victoire de l'Irak, personne ne proposait de livrer des armes à Bagdad pour qu'il puisse abattre les avions américains. Il est vrai que cette opération bien spéciale avait officiellement pour objectif de débaasser et de démilitariser le pays, de lutter contre le terrorisme, de libérer un peuple et de lui apporter la démocratie. On s'y perd un peu.

Mais pourquoi donc ?

« – *C'est une guerre antifasciste...*
– *C'est une guerre. Avec ses origines profondes, ses raisons historiques, ses explications. Le nationalisme, le traité de Versailles, les rivalités entre puissances expansionnistes*⁷. »

En effet, pourquoi la Russie s'est-elle lancée dans cette opération dont les conséquences seront catastrophiques, y compris pour elle ? Quel en était son intérêt ? Évacuons tout d'abord les explications psychologisantes ou pathologisantes aujourd'hui très à la mode dès lors qu'il s'agit de parler d'un adversaire ; la sénilité ou la confusion mentale d'un quelconque dirigeant politique n'est pas en cause ; évacuons aussi la personnalisation puisqu'on ne dirige jamais seul.

L'histoire nous montre que lancer une guerre, cette « folie », est en réalité, à un moment donné, l'option qui paraît la plus raisonnable pour un État ; mais la logique et les intérêts des classes dirigeantes sont très différents de ceux des honnêtes gens et des prolétaires.

Notons tout d'abord que, si la menace planait, le déclenchement de cette opération et surtout son ampleur ont surpris la quasi-totalité des observateurs et des spécialistes. L'invasion de l'Ukraine avait été envisagée et planifiée (les états-majors font toujours des plans pour les situations les plus diverses), et précédée de gigantesques manœuvres en Biélorussie. Mais il n'est pas certain que l'opération ait été véritablement *choisie* et encore moins la date de son lancement ; elle s'est peut-être *imposée* aux dirigeants

6 Sur cette question, à travers les exemples des guerres au Kosovo, en Irak, en Afghanistan ou en Libye, voir : Serge Halimi, Mathias Reymond, Dominique Vidal, Henri Maler, *L'opinion, ça se travaille... Les médias et les "guerres justes"*, Agone, 2006, 272 p. <https://agone.org/livres/lopinioncasetravail>

7 Louis Mercier Vega, *La Chevauchée anonyme*, éditions Noir, 1978, p. 78.

russes du fait d'un engrenage complexe mais fatal ayant pour cadre la confrontation entre l'Otan et la Russie (surtout depuis 2014), et dans lequel on trouve des éléments tels que :

- > la rivalité entre États-Unis et Russie à propos de l'approvisionnement énergétique de l'Europe ;
- > l'accroissement ces dernières années du déploiement de troupes de l'Otan dans la région (pays baltes, Pologne et Roumanie) ;
- > l'augmentation des livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine en 2021 et donc la montée en puissance de l'armée ukrainienne, qui, dans le futur (mais à quelle échéance ?), pourrait être assez forte pour reconquérir les territoires sécessionnistes du Donbass ou, du moins, pour s'opposer efficacement à une nouvelle intervention russe ;
- > l'évolution et l'échec des négociations sur le statut de l'Ukraine (neutralité ? démilitarisation ? adhésion à l'Otan ?) et du Donbass (autonomie ? indépendance ?) y compris dans les semaines précédant l'offensive ;
- > les déclarations de Joe Biden, qui, alors que les États-Unis dénoncent l'imminence de l'invasion russe, annonce qu'il n'a « *pas l'intention de déployer des forces américaines ou de l'Otan en Ukraine* » (25 janvier 2022) – ce qui, en diplomatie, peut être interprété comme un « *bon pour accord* »⁸ ;
- > des pays européens qui apparaissent faibles, divisés, et trop dépendants de la Russie pour lui infliger de nouvelles sanctions économiques ;
- > des éléments qui aujourd'hui nous échappent – certains experts évoquent un possible revirement de la Russie autour des 21-23 février ;
- > une fenêtre d'opportunité qui semble se refermer : « C'est maintenant ou jamais ! ».

Envisagée comme une possibilité, brandie comme une menace dans le poker diplomatique, l'invasion de l'Ukraine a sans doute été décidée puis repoussée, peut-être à plusieurs reprises ; la décision finale n'a probablement été prise qu'au dernier moment, après avoir perdu plusieurs semaines, d'où des conditions météorologiques très défavorables, en période de *raspoutitsa*.

Déroulement des opérations

« Aucun plan ne résiste au premier contact avec l'ennemi⁹. »

Ce qui surprend tout d'abord les observateurs « avisés », c'est que l'offensive terrestre russe n'est précédée que de quelques heures de bombardements aériens et de tirs de missiles visant les casernes, les bases aériennes, les systèmes de défense antiaérienne et les radars ukrainiens¹⁰. Ensuite, c'est l'audace du plan initial (digne d'un périlleux coup de dés lors d'un wargame). L'objectif est alors probablement de faire capituler l'Ukraine en quelques jours, à la suite d'une opération hélicoptérée de grande

8 On sait aujourd'hui qu'en 1990, quelques semaines avant l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, la diplomatie américaine avait laissé entendre à son homologue irakien que les États-Unis n'interviendraient pas en cas d'opération militaire de ce genre.

9 Helmuth Karl Bernhard von Moltke, maréchal prussien (1800-1891).

10 L'armée américaine et ses supplétifs occidentaux ne se risquent quant à eux généralement pas sur le terrain avant d'avoir bombardé les positions et les villes ennemies pendant des semaines sinon des mois (Irak 1991, Serbie 1999, Irak 2003, Mossoul 2017, etc.). Ce qui différencie réellement ces armées, c'est le rapport à la mort, celle de ses propres soldats.

ampleur contre un aéroport de la banlieue de Kiev ouvrant la voie à une pénétration rapide de blindés, à la prise de la capitale et à la chute du gouvernement. Si les parachutistes s'emparent bien de l'aéroport, l'opération échoue car ils sont laminés par une contre-offensive. Au même moment, en plusieurs points, des colonnes de blindés franchissent la frontière et s'enfoncent à travers le pays, mais sans précaution ni protection, sans appui aérien tactique et, surtout, autre surprise, sans préparation ou appui d'artillerie ; alors que, héritière de la doctrine soviétique, « *l'armée russe, c'est d'abord une grande artillerie qui roule et une force de frappe aérienne qui largue des bombes lisses* » (Michel Goya). Pas non plus de destruction des sites stratégiques, des moyens de distribution de l'électricité ou de communication (en Serbie, en 1999, l'Otan avait visé les centrales électriques et les ponts). Quoi qu'en disent les médias occidentaux, la Russie mène dans les quinze premiers jours de son offensive une guerre relativement « retenue ». Cela peut s'expliquer par la pression médiatique, mais aussi par la volonté de la Russie de préserver les infrastructures, les industries lourdes des zones qu'elle souhaite annexer, et surtout par la perspective de ménager une population russophone auprès de laquelle elle pense rencontrer un bon accueil et que, officiellement, elle prétend vouloir libérer du joug nazi. Mais cette stratégie se solde par un échec. Les analyses du renseignement russe sont complètement erronées : la population se révèle hostile aux soldats et, parfois, improvise des actions de résistance armée (jets de cocktails Molotov). De plus, l'invasion russe fait face à une opposition de l'armée ukrainienne bien plus opiniâtre que prévu. Cela est en premier lieu dû au fait que l'armée russe ne bénéficie d'aucun effet de surprise ; si les semaines de manœuvres en Biélorussie ont évidemment suscité l'inquiétude, les Ukrainiens ont reçu des renseignements américains les détails précis de l'opération à venir et s'y sont préparés, notamment en dispersant troupes et matériels pour limiter les effets des premiers bombardements russes.

Les colonnes russes de blindés ou de camions de ravitaillement avançant comme en terrain conquis font face à une virulente guérilla ; elles sont une cible de choix, moins pour des civils en armes que pour de petits groupes de militaires lourdement équipés (notamment de redoutables missiles antichars américains Javelin ou suédois NLAW¹¹) ou pour des drones de combat (Bayraktar turcs). La progression semble également freinée par le manque de carburant, de nourriture, voire de munitions, c'est-à-dire par une logistique défaillante et/ou œuvrant avec une part d'impréparation. D'où un moral du combattant relativement bas, surtout après des semaines de manœuvres épuisantes. Après quinze jours de combats, alors que le dégel et la boue se répandent et que les positions se figent, les attaquants commencent à faire un usage beaucoup moins modéré de l'artillerie, notamment contre les faubourgs des grandes villes assiégées, où se positionne l'infanterie ukrainienne. L'aviation russe demeure peu utilisée, elle semble ne disposer que de peu de munitions de précision, donc les frappes doivent se faire à vue, donc par temps dégagé, mais la météo est mauvaise et le plafond très bas, donc les avions sont à portée des Manpads ukrainiens (missiles antiaériens portatifs), qui leur infligent de lourds dégâts. De plus, l'armée ukrainienne bénéficie très vite d'un important soutien de l'Otan, que ce soit en matériel (livraisons massives et croissantes d'armes et d'équipements), en formation (sur place ou dans les pays occidentaux), en encadrement (sur place¹²), mais aussi en renseignement¹³.

Très rapidement on a parlé d'un échec ou d'un enlisement de l'armée russe¹⁴, sans pour autant connaître les buts initiaux du Kremlin ; il y a d'ailleurs une différence entre les

11 Jusqu'au 23 février 2022, des unités de forces spéciales américaines, britanniques et canadiennes sont officiellement présentes en Ukraine pour former les militaires à l'usage de ces armes ; elles quittent le pays quelques heures avant l'offensive russe.

visées politiques et les objectifs militaires, lesquels se doivent d'être plus amples que les premières pour permettre de s'emparer de places qui serviront de monnaie d'échange lors de négociations futures. Envahir toute l'Ukraine n'est probablement pas le projet du Kremlin : trop coûteux, trop complexe (notamment pour occuper le territoire), alors qu'il lui serait plus pratique de conserver une Ukraine réduite à sa partie occidentale (ne serait-ce que pour qu'y soient recueillis les millions de réfugiés et les populations les plus hostiles à la Russie). La volonté d'annexion plus ou moins déguisée de nouvelles provinces (rive orientale du Dniepr, partie ou totalité du littoral de la mer Noire) est plus probable. En tout cas, à moins d'être humiliée (aux yeux du monde et de sa population), la Russie ne peut pas arrêter son opération avant d'avoir conquis un minimum de positions stratégiques. « *Poutine est dans la posture exacte du parieur. Il a fait un pari, il l'a perdu au départ. Jusqu'où va-t-il continuer à miser pour ne pas repartir les poches vides ? C'est exactement ça. Et l'Occident doit comprendre qu'il ne peut pas repartir les poches vides, parce que s'il a la sensation qu'il peut repartir les poches vides il va continuer à miser. Ça, c'est le mirage de la victoire qui saisit tous les chefs qui s'engagent dans une opération militaire* » (général Vincent Desportes)¹⁵.

À la fin de mars, alors que l'enlèvement se confirme et qu'il faut éviter un trop cuisant échec, les troupes russes se retirent des territoires conquis autour de Kiev et dans le nord du pays et se redéplient dans l'Est. Désormais, le Kremlin affiche comme objectif d'achever la conquête du Donbass et d'assurer une continuité territoriale entre ce territoire et la Crimée, voire avec la Transnistrie. Dans ce but, les unités russes renouent avec leur doctrine classique et font une large place à la préparation d'artillerie et au bombardement aérien. À la fin d'avril, lentement mais méthodiquement, ces troupes avancent ; la confrontation à la fois mécanique et humaine est féroce, d'autant que les forces sont désormais relativement équilibrées. Moscou, qui dans cette guerre ne mobilise qu'assez peu d'hommes, environ 200 000 (contre les 200 000 à 300 000 de Kiev), tire profit d'une certaine supériorité aérienne (limitée par les missiles antiaériens adverses) et en artillerie (limitée par les puissantes fortifications des défenseurs). Si elle n'arrive pas à briser la résistance dans le Donbass, la Russie devra trouver une autre solution pour ne pas perdre la face... d'autant que d'ores et déjà certains évoquent la possibilité d'un retournement de la situation et d'offensives ukrainiennes contre la Transnistrie ou la Crimée. Dès lors que très peu de pays semblent œuvrer pour une désescalade – bien au contraire –, le risque de montée aux extrêmes est aujourd'hui bien réel.

12 Certains membres de forces spéciales américaines ou britanniques ont la fâcheuse tendance à se mettre en disponibilité et à acquérir aussitôt une nouvelle nationalité, ici l'ukrainienne. Des journalistes ont par exemple montré que ce sont des Américains qui gèrent et contrôlent l'engagement des volontaires étrangers dans l'armée ukrainienne, Régis Le Sommier, « Avec des volontaires français », *Le Figaro magazine*, 8 avril 2022, p. 55-57.

13 Si les satellites espions occidentaux sont à la manœuvre, il en va de même pour les avions ou drones de renseignement électronique de l'Otan, qui, depuis le début de l'invasion, longent les frontières ukrainiennes et les eaux territoriales russes (on les voit parfois sur le site [Flightradar24](https://www.flightradar24.com/)) et fournissent à Kiev, en temps réel, des informations cruciales pour les combats.

14 À en croire les médias français, les troupes russes ne bombarderaient que des écoles, des crèches, des maternités et des hôpitaux... on comprend dès lors qu'elles peinent à venir à bout des forces ukrainiennes. C'est le propre des guerres modernes que de se dérouler en zone urbaine, donc au milieu des civils, dans leurs habitations et sur leurs lieux de travail. Et lorsque les troupes ukrainiennes reprennent une localité aux Russes, c'est après avoir utilisé les mêmes méthodes qu'eux, quasiment le même matériel (aviation en moins), et quasiment la même doctrine. Pour un point de vue sérieux et technique voir par exemple Gaston Erlom, « Force ou faiblesses de l'armée russe », *Raids*, n° 430, p.29-42.

15 « Guerre en Ukraine : quelle est la stratégie militaire de Poutine ? », [video.lefigaro.fr](https://www.lefigaro.fr), 3 mars 2022.

L'auto-organisation de la population

« Il n'y a désormais plus de raisons pour nous battre, nous n'avons plus d'armée, ni toi ni moi, rien que des guenilles de couleurs différentes qui n'ont plus que le nom d'uniformes. De quoi a-t-on l'air maintenant dans ces oripeaux ? Il n'y a plus de frontières, ni de gouvernements, ni de nobles causes, donc pas de raisons de se battre¹⁶... »

On l'a vu, la Russie s'attendait à bon accueil dans les régions russophones de l'est et du sud du pays, mais c'est le contraire qui se produisit. On a beaucoup insisté dans les premiers jours, que ce soit dans les médias bourgeois ou sur les réseaux militants, sur la mobilisation de la population ukrainienne ; celle-ci nous semble relever de deux champs différents.

Tout d'abord la solidarité matérielle de base devant le désastre : aider et accueillir des réfugiés fuyant les zones de combat (ils sont en bas de chez vous et viennent de la ville d'à côté), secourir des blessés ou des personnes ensevelies sous les décombres d'une maison, etc. On s'organise comme on peut, en coordination avec les secours, la mairie, une ONG ou juste entre voisins. Ces gestes ont parfois été interprétés comme les signes annonciateurs d'une auto-organisation des prolétaires forcément émancipatrice si elle s'étendait et se renforçait. Cela nous semble particulièrement exagéré, ces gestes procédant de réflexes d'entraide minimale assez courants chez les êtres humains.

Et il y a une mobilisation que l'on pourrait dire martiale, ayant pour objectif de contrer l'offensive russe. Là encore, on s'organise comme on peut alors que les services de l'État sont complètement débordés : artistes créant un atelier de fabrication de cocktails Molotov, restaurateurs établissant une cantine pour fournir des rations aux soldats, entreprise se convertissant dans la fabrique d'obstacles antichars, femmes se réunissant pour coudre des filets de camouflage, retraités remplissant des sacs de sable, habitants construisant des barricades, etc.

Ce qui frappe beaucoup les gens peu habitués à la guerre (nous), ce sont ces civils qui font la queue pour endosser l'uniforme et rejoindre la défense territoriale (DT), cette branche de l'armée ukrainienne constituée de réservistes et de volontaires. Des dizaines de milliers de fusils d'assaut sont distribués à la population, des taulards sont libérés en échange de leur participation aux combats, etc. Très vite, ce sont les armes et le matériel qui font défaut, pas les volontaires ; au début, ceux qui s'engagent doivent en grande partie s'équiper eux-mêmes, à leurs frais, dans des magasins de surplus militaire (treillis, brélage, casque, gilet pare-balles, etc.). Quant aux suivants, notamment ceux qui se sont inscrits sur des listes d'attente, sauf s'ils ont une expérience militaire le gouvernement leur demande surtout de continuer à travailler, autre forme essentielle de la résistance.

La valeur tactique d'unités composées de la sorte est, on le comprend, assez réduite, mais le rôle de la DT est avant tout de décharger les militaires les mieux formés des tâches les plus ingrates et chronophages : surveiller les arrières (entrepôts, ponts, etc.), patrouiller dans les villes, imposer le couvre-feu et lutter contre les pillages. La porte est ouverte à toutes les « dérives » : les checkpoints et les contrôles d'identité se multiplient (sous l'autorité de votre voisin, de votre épicier ou d'un collègue de travail), les citoyens

16 Montgomery Pittman, « Deux », premier épisode de la troisième saison de *La Quatrième Dimension*, 1961.

vigilants surveillent et dénoncent, on traque les civils suspects (espions, saboteurs, prorusses ?), qui sont arrêtés et transférés on ne sait où pour interrogatoire, etc. Les tribunaux ne fonctionnant plus, c'est la DT qui applique parfois une justice expéditive, en particulier contre les voleurs et les pillards (ceux qui ne sont pas abattus sur place sont attachés à un poteau, en pleine rue, le pantalon baissé sur les chevilles, le froid glacial en prime).

Sans faire l'apologie d'un pacifisme béat nous semblent plus intéressantes les manifestations de civils qu'on a parfois observées et qui visaient à bloquer les voies de circulation, à stopper les colonnes de chars par une action non violente (choses vues en Iran en 1979, à Pékin en 1989, en Slovénie en 1990). Mais, là encore, ce qui s'exprime n'est pas un rejet viscéral de la guerre, un pacifisme un peu naïf, mais bien un profond nationalisme ; on n'y brandit pas de drapeaux de la paix, mais bien l'emblème ukrainien. C'est qu'avec cette crise on assiste sans doute « en direct » à l'achèvement de la construction de cette nation ukrainienne fruit d'un processus né avec l'indépendance : une population qui, quelle que soit sa langue, prend soudainement conscience de ses spécificités historiques, culturelles, voire religieuses (l'Église orthodoxe, dépendant encore de Moscou, s'en sépare aujourd'hui) et qui, par-delà les classes, est fière d'elle-même... même si, au regard de l'histoire, ces spécificités peuvent paraître bien artificielles, et même si on les crée de toutes pièces pour l'occasion (comme après l'éclatement de la Yougoslavie dans les années 1990). Il y en aura pour trouver cela émouvant. En tout cas, cela n'a pas l'air de déranger nombre d'humanistes et de sociaux-démocrates occidentaux habituellement plus rétifs au nationalisme ; on en trouve une superbe illustration avec le cinéaste Mathieu Kassovitz expliquant à une journaliste que les Ukrainiens, qu'il connaît bien, sont « *ultra-nationalistes dans le bon sens, c'est-à-dire qu'ils sont fiers de leur pays et veulent le protéger absolument* ». Il semble en aller de même pour certains militants d'extrême gauche français (pour qui, généralement, le fait de brandir un drapeau tricolore dans une manifestation est un signe de fascisme). Mais il existe déjà des anarcho-syndicalistes ukrainiens faisant la promotion d'un « *nationalisme libérateur et créatif*¹⁷ » !

Un sentiment nationaliste qui, assez logiquement, va de pair avec un soutien de la population à son armée, un soutien vibrant et déjà ancien, allié à un rapport à la virilité quelque peu différent de celui qu'on connaît en Europe occidentale, qui explique assez « naturellement » cette volonté de prendre les armes pour défendre son pays, même si « *l'entraînement, la maintenance et l'armement de l'Ukraine, ainsi que les exigences du FMI en matière de crédits accordés à l'État, sont en même temps les causes structurelles du démantèlement des hôpitaux, du sous-investissement dans l'éducation, des pensions de misère pour les retraités, de l'absence d'augmentation des salaires dans le secteur public*¹⁸ ». Car défendre son pays c'est en premier lieu, rappelons-le, défendre les intérêts de sa bourgeoisie contre ceux de la bourgeoisie d'en face.

L'exaltation liée à la terre, au sang et à la démocratie a pourtant quelques limites. Dès le début de l'invasion, si la conscription a été décrétée, rendant possible l'enrôlement de tous les hommes âgés de 18 à 60 ans, elle s'est accompagnée d'une interdiction de quitter le territoire... car tous les Ukrainiens n'avaient pas l'air de vouloir s'engager dans l'armée ou la DT. Il y a en effet des insoumis et des déserteurs ; certains tentent de se cacher, d'obtenir de faux papiers, de fuir à l'étranger ; ce n'est donc pas pour rien qu'il y

17 Perrine Poupin, « L'irruption de la Russie en Ukraine. Entretien avec un volontaire de la défense territoriale de Kiev », *Mouvements*, 29 mars 2022. <https://mouvements.info/leruption-de-la-russie-en-ukraine/>

18 « Lettres d'Ukraine », première partie sur le site Tous dehors. <https://tousdehors.net/Lettres-d-Ukraine>

a des contrôles à la frontière pour *la sortie* des réfugiés. D'autres, prudemment, s'engagent dans leur DT locale, à l'arrière, pour éviter d'être incorporés de force dans une unité qui partirait au combat. Malheureusement pour eux, les livraisons de l'Otan (par exemple des dizaines de milliers de casques et de gilets pare-balles) permettent l'équipement d'un nombre croissant de nouvelles recrues (et de membres de la DT) et leur envoi sur le redouté front de l'Est... de là, mécaniquement, un nombre croissant de réfractaires et peut-être même les premières manifestations contre la conscription obligatoire (à Khoust, dans l'ouest du pays).

Mais, si l'Ukraine a connu quelques semaines de flottement, le gouvernement a rapidement repris les choses en main, notamment, il faut le reconnaître, grâce au soutien de ses citoyens. Ces derniers ne se sont pas auto-organisés contre l'État, ou bien du fait de son absence, mais bien afin d'éviter qu'il ne s'effondre sous les coups de boutoir russes. C'est une réaction assez « normale » dans un pays qui connaît un fort sentiment d'unité nationale, qui est formaté à cet effet par une propagande *ad hoc*. Cela se confirme, une fois de plus, l'auto-organisation n'est pas en soi révolutionnaire.

Que faire... sous les bombes ?

« *La victoire en chantant nous ouvre la barrière ;
La Liberté guide nos pas*¹⁹. »

Nous ne sommes pas dans la situation des Ukrainiens ni dans celle d'anarchistes ou de communistes vivant en Ukraine ; difficile de savoir ce qu'il faudrait faire là-bas, de porter une appréciation à chaud sur leur action, car (quelles que soient nos idées) nous ne savons pas comment nous réagirions à leur place ; le recul historique permet souvent ce type de jugement, car il est facile d'être dans le vrai lorsque l'on connaît la suite et la fin des événements²⁰. Pour autant, nos camarades ukrainiens devraient-ils, du seul fait de leur situation de « premiers concernés », être exemptés de toute critique ? Au minimum, si leur activité les regarde, le discours qu'ils y portent, qu'ils nous adressent et qui est relayé en France mérite une toute autre attention.

Les réactions des militants « radicaux » ukrainiens apparaissent très diverses, parfois contradictoires. Quelques camarades antimilitaristes et pacifistes conservent des positions défaitistes révolutionnaires, mais la propagande en ce sens a l'air aussi risquée en Ukraine qu'en Russie. D'autres s'engagent dans l'aide aux réfugiés ou aux blessés²¹.

Néanmoins, ce qui a beaucoup surpris en France, c'est d'apprendre, *via* quelques textes et témoignages, que des anarchistes ukrainiens s'étaient engagés dans l'armée ou dans la DT. Quelques groupes semblent ainsi avoir profité des distributions d'armes pour constituer des unités de combat ; une brochure évoque la création de « *deux escouades* » ; une vingtaine de militants en treillis et kalachnikovs posent pour la photo autour d'un drapeau noir au A cerclé, la légende du cliché énonçant prudemment que ces groupes « *auraient un certain degré d'autonomie* » au sein de la DT – ce qui, on

19 Marie-Joseph Chénier, *Chant du départ*, 1794.

20 Mais qu'aurions-nous réellement fait en France en août 1914 ou en juin 1940 ? Sur ces questions, on recommandera la lecture du livre de Louis Mercier Vega *La Chevauchée anonyme : une attitude internationaliste devant la guerre (1939-1942)* ou celui de Pierre Lanneret, *Les Internationalistes du "troisième camp" pendant la Seconde Guerre mondiale* (Acratie, 1995), disponible en PDF sur : archivesautonomies.org

21 Voir notamment le blog Une autre guerre : uneautre guerre.wordpress.com

l'aura compris, signifie un degré certain de subordination²². En effet, même après une courte période de chaos, il est évident que l'armée a cherché à contrôler les groupes de civils armés, surtout s'ils se proclamaient ouvertement d'une idéologie politique *a priori* peu compatible avec l'autorité étatique. Il reste que les unités militaires anarchistes ou antifa ne regroupent probablement pas plus de quelques dizaines de combattants locaux (peut-être rejoints par quelques dizaines d'Occidentaux), dans une zone où s'affrontent, en deux armées gigantesques, plusieurs centaines de milliers d'hommes²³... Pour rappel, le fameux régiment Azov – l'une des branches militaires des multiples organisations de l'extrême droite ukrainienne – est une unité permanente de la DT comprenant plusieurs milliers de combattants et disposant de blindés et de chars. Les premières scènes d'embuscade victorieuse contre un convoi russe ont fait croire à certains que, si l'État ukrainien s'effondrait, l'armée russe allait devoir affronter une vaste guérilla populaire composée de groupes autonomes agissant chacun dans leur coin ; des groupes certes majoritairement animés par un sentiment patriotique, mais au milieu desquels des groupes anarchistes pourraient peut-être tirer leur épingle du jeu et jouer un rôle influent... C'est oublier que, pour être efficace, une résistance de ce type doit être particulièrement structurée, disciplinée, financée et recevoir le soutien d'autres États.

Mais, après quelques jours marqués par de spectaculaires actions de techno-guérilla conduites par de petites unités de militaires professionnels (formées à ce type d'action par les Américains), les combats ont très vite pris une physionomie plus classique, celle du choc entre vastes unités lourdement équipées, au sein desquels la coordination, le mouvement, les fortifications, les duels d'artillerie et les flux de munitions et de carburant deviennent centraux. Que sont devenues les « escouades » anarchistes dans ce maelström ? Il est peu probable que leur « autonomie » s'y soit trouvée accrue.

Pourquoi donc s'engager ? Dans plusieurs textes, des anarchistes et radicaux ukrainiens témoignent vouloir « peser » sur les événements, être prêts « au cas où » et ne pas demeurer coupés du reste de la société²⁴ ; c'est à la défense de cette « société » qu'ils expliquent participer, mais bien sûr pas à celle de l'État, et d'ailleurs, si d'aucuns énoncent avoir suspendu leur combat antiétatique, c'est dans l'optique de le reprendre plus ardemment une fois la paix revenue. D'abord gagner la guerre, ensuite œuvrer pour la révolution... le refrain est connu. Si, de toute évidence, ils ne tirent aucun enseignement de la guerre civile russe ou de la guerre d'Espagne, certains évoquent pour se justifier le souvenir de ces guerres qui ont précédé les révolutions russes de 1905 et 1917 – on peut aussi penser à 1871 – ou encore le rôle supposé du conflit afghan dans l'effondrement de l'URSS. Pourtant, si le déroulement des guerres, et surtout leurs

22 *Entre deux feux. Recueil provisoire de textes d'anarchistes d'Ukraine, de la Russie et de la Biélorussie à propos de la guerre en cours*, 13 mars 2022, 64 p.

23 Nous utilisons le mot *hommes* comme synonyme suranné de *soldats*, car les forces en présence semblent assez peu sensibles aux récentes évolutions occidentales concernant le genre. Ici, bien que nous soyons en Europe, le schéma est beaucoup plus classique : ceux qui se battent sont des hommes (sauf peut-être quelques très rares exceptions dans la DT) et ceux qui fuient les combats sont des femmes, des enfants et des vieillards.

24 « *Si nous restons à l'écart des conflits entre États, nous restons à l'écart de la politique réelle. Il s'agit aujourd'hui de l'un des conflits sociaux les plus importants qui se déroulent dans notre région. Si nous nous isolons de ce conflit, nous nous isolons du processus social actuel. Nous devons donc participer d'une manière ou d'une autre.* » Cf. « Entretien : "Les anarchistes et la guerre en Ukraine" ». <https://fr.crimethinc.com/2022/02/03/ukraine-entre-deux-feux-des-anarchistes-de-la-region-a-propos-de-la-menace-de-guerre-imminente> « [...] toute force qui s'investit dans le développement politique à venir doit être présente ici et maintenant, aux côtés des gens. Nous voulons faire des avancées pour être en relation avec les gens à une plus grande échelle, pour nous organiser avec eux. Notre but à long terme, notre rêve, est de devenir une force politique visible dans cette société afin d'obtenir une réelle opportunité de promouvoir un message de libération sociale pour tous et toutes. » Cf. « Entretien : Comité de Résistance, Kyiv », mars 2022. <https://reverse.co/analyses/article/ukraine-et-russie-3441>

conséquences, peut déclencher une révolution, il est nécessaire que la situation soit déjà bien mûre ; cela qui n'a rien de mécanique. Et, surtout, on ne voit pas bien en quoi le fait de participer activement à un tel conflit, par un *engagement* dans l'une des armées en question, y changerait quoi que ce soit²⁵.

« *Historiquement, l'écrasante majorité des prolétaires, à l'occasion de chaque conflit guerrier, se sont alignés sur leur capital national et le front impérialiste dont ils faisaient partie (à l'époque de l'impérialisme, tout capital national est potentiellement impérialiste, de même que toute guerre est par définition impérialiste). Ce n'est que lorsque le conflit s'est prolongé – au-delà des attentes des mêmes gouvernements qui l'avaient promu – au point de faire sentir lourdement ses effets sur les conditions de vie et de travail, qu'ils s'y sont opposés plus ou moins vigoureusement*²⁶. »

Il faut tout de même rappeler que si l'histoire de l'humanité est lardée de guerres, dans quasiment tous les cas, leurs conséquences sur les prolétaires sont catastrophiques.

Sous les coups d'un ras-le-bol populaire ou d'une révolte prolétarienne, la Russie pourrait-elle, à la suite de son armée, s'effondrer ? Le faible moral des troupes d'invasion a, au départ, laissé croire à certains qu'un vent de mutineries soufflait sur l'armée russe en campagne, ce ne fut pas le cas. Le retrait des forces autour de Kiev s'est d'ailleurs déroulé en bon ordre, et l'offensive lancée en avril dans le Donbass montre que les errements et les erreurs des premières semaines ont été corrigés.

Certes des manifestations pacifistes ont eu lieu dans plusieurs villes de Russie, mais une large partie de l'opinion publique (y compris certains partis de l'opposition) y soutient l'invasion en cours. On sait qu'une guerre extérieure est généralement un bon moyen de ressouder les citoyens autour d'un gouvernement, de leur faire oublier les maux quotidiens sous une pluie de propagande (voir par exemple la guerre contre la Libye en 2011). Dans ce contexte, si les sanctions économiques paupérisent les populations, elles ont bien souvent pour effet de raffermir le sentiment national, donc le régime en place (Cuba, Irak, etc.).

Néanmoins, si du fait d'une prolongation de la guerre le gouvernement russe se trouvait fragilisé et qu'une révolte populaire se profilait, et si la répression était inefficace, la classe dirigeante chercherait à détourner la contestation vers une alternative politique : soit extrême (du côté des faucons du Kremlin qui trouvent que l'invasion de l'Ukraine manque de fermeté), soit plus démocratique (sans pour autant opter pour le poulain des Occidentaux).

La probabilité d'une révolte semble encore plus faible en Ukraine. Nous avons dit ce que nous pensions de l'auto-organisation des citoyens sur la base d'un sentiment national ; l'État s'en est trouvé renforcé, tout comme le gouvernement est pour l'instant légitimé par sa gestion de la crise. Un grand élan populaire voyant se fortifier le sentiment national est, par nature, interclassiste et contre-révolutionnaire.

Difficile de prévoir si pour autant le processus de démocratisation s'en trouvera renforcé. Jusqu'à présent, on assiste surtout à une (vraie) militarisation de la société, à la censure des médias, à l'interdiction des forces d'opposition de gauche, à une chasse aux réfractaires, etc. ; ce sont avant tout les forces nationalistes et réactionnaires qui ont le vent en poupe, ce qui n'est pas une nouveauté en Ukraine. Si Anatole France était vivant, sans doute résumerait-il la chose ainsi : « *on croit mourir pour la démocratie, on meurt pour des industriels* ».

On pourrait se demander pourquoi consacrer autant de lignes à cette question alors que, en définitive, le rôle des anarchistes et des radicaux ukrainiens dans ce conflit est

25 En 1870 et 1914, combien de prolétaires endossant l'uniforme d'une armée impériale fort peu démocratique imaginaient participer ensuite (pour certains) à la Commune de Paris ou aux révolutions allemande et russe ?

26 Un camarade italien d'*Il lato Cattivo*, « Ukraine "Du moins, si l'on veut être matérialiste" ». <https://dndf.org/?p=19975>

aussi faible. L'intérêt d'un sujet ne se mesure tout d'abord pas au nombre de personnes impliquées. Ensuite, beaucoup de médias, y compris bourgeois, et bien évidemment les réseaux sociaux, évoquent cet engagement ; les militants sur place communiquent abondamment, et leur prose rencontre un certain écho en France ; il ne serait donc pas étonnant que, dans un futur proche, la figure du combattant anarchiste en Ukraine devienne, après celle du soldat kurde du Rojava, la référence en matière de radicalité politique. Cela serait à notre avis – on l'aura compris – fort regrettable.

Que faire... en France ?

« Avant tout, ne pas se laisser emporter par l'aspect immédiat des événements, par les propagandes, par la facilité des simplifications. Il est des périodes où l'on a aucune prise sur la marche des choses. Mieux vaut le savoir et ne pas masquer son impuissance par de la gesticulation ou, pire, s'embarquer sur un bateau qui n'est pas le nôtre²⁷. »

Le problème c'est que, concrètement, on ne peut pas faire grand-chose. Le plus classique, et le plus en accord avec les vieux principes du défaitisme révolutionnaire, si du moins l'on pense que les prolétaires n'ont pas de patrie, serait de lutter, ici, contre notre propre bourgeoisie. Ce serait logique, puisque la France est quasi cobelligérante. Si cette position internationaliste révolutionnaire est maintenue par divers groupes ou regroupements anarchistes, d'ultragauche, communistes de gauche ou même trotskistes, il n'est pas certain qu'elle soit majoritaire parmi les militants activistes et mouvementistes. On sait ce qu'il en est de l'état actuel de la lutte des classes dans l'Hexagone ; d'où, encore une fois, bien souvent, un désespérant sentiment d'impuissance. Il semble en effet que plus les temps sont moroses, plus l'injonction à agir est forte : il s'agirait d'être efficace, d'« avoir un impact » sur le réel alors que le mouvement révolutionnaire n'en a peut-être jamais eu aussi peu... De là cet attrait pour les terrains de lutte lointains et cette nécessité de choisir un camp quitte à accepter des compromis et, sauf mauvaise conscience, l'obligation morale d'aider ceux qui, justement, font quelque chose, quoi que ce soit. Un commentaire acide, trouvé sur Twitter, à propos de l'appel de camarades à participer à la dernière élection présidentielle (en votant pour un candidat de gauche) pourrait tout aussi bien s'appliquer à une partie des positionnements sur la guerre en Ukraine : « ces gens pensent vraiment que leur appel [...] est une rupture avec leur militantisme habituel alors qu'il en est qu'un aboutissement ». Acide...

Que faire donc ? Difficile, comme certains libertaires l'avaient fait en faveur du Rojava, de manifester pour demander à l'Otan des livraisons d'armes... elles affluent déjà par milliers de tonnes, accompagnées de milliards de dollars. Difficile, comme le font pourtant quelques humanistes, de demander l'envoi de soldats français sur place, voire l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine, actes qui équivaldraient à une déclaration de guerre à la Russie.

Cette vision du camp du Bien agressé par celui du Mal (bien moins subtile que dans les ouvrages de J. R. R. Tolkien) a pour corollaire de remettre au premier plan la nécessité de disposer de *bonnes* armées, celles qui se déploient afin de défendre la démocratie et

27 Louis Mercier Vega, *op. cit.*

« nos valeurs », donc l'utilité de l'Otan²⁸, donc l'importance de budgets de la défense conséquents et d'un complexe militaro-industriel performant et novateur en avance sur ses homologues chinois et russes. Il faut savoir ce que l'on veut.

L'Union sacrée autour de la figure de la démocratie et plus généralement du camp du Bien remplace évidemment celle qui pouvait jadis se constituer autour de la patrie ; il vaut mieux présenter les patriotes – qui à la rigueur peuvent être différenciés des nationalistes – comme des combattants de la liberté, des *freedom fighters*. Une logique qui vient s'immiscer jusque dans les milieux militants les plus radicaux²⁹ – à noter qu'il existe aussi un courant plus confidentiel qui, par un antiaméricanisme assez primaire, défend les positions de Moscou.

Soutenir (financièrement) les anarchistes et antifas qui se battent dans les rangs de l'armée ukrainienne ? Si certains font ce choix en organisant des soirées ou des concerts, ils tendent généralement à minimiser le caractère militaire de la question et, sans doute un peu gênés, se lancent dans des contorsions lexicales incertaines : tel journal militant qui, en 2016, avait dénoncé la création en France d'une garde nationale de réservistes vante aujourd'hui les mérites de celle qui existe en Ukraine ; on parle d'ailleurs plutôt de « *résistance* », de « *volontaires en armes* » ou d'une « *structure milicienne* » évoquant l'Espagne de 1936 (bien qu'ici ce soit deux camps nationalistes qui s'opposent), on relativise le poids de l'extrême droite, pourtant très présente dans l'armée de Kiev, etc³⁰. On traduit et diffuse des textes qui évoquent la situation, avec un léger malaise et beaucoup d'indulgence, voire avec un brin de cette condescendance qui s'exprimait pour les Kurdes de Syrie, sauf qu'en Ukraine il n'y a même pas l'ombre de l'illusion d'un changement social.

Ce qui, encore une fois, déforme le point de vue et l'analyse, c'est évidemment le fait que des hommes font *le choix* de prendre les armes, de risquer leur vie, pendant que nous discutons d'eux enfoncés dans un canapé mauve. Et le prestige de l'uniforme, du combattant, du gars qui a manié un fusil d'assaut – que l'on critique aisément lorsque cela concerne l'extrême droite – peut aussi exister chez les partisans de l'émancipation sociale (de l'Espagne au Rojava en passant par le Nicaragua).

Soutenir les déserteurs ? Voilà du moins une activité révolutionnaire classique en temps de guerre (organiser des réseaux pour passer les frontières, obtenir des faux papiers, héberger des fugitifs), davantage applicable dans les pays limitrophes. En France, on peut certes croiser des banderoles ou des initiatives de soutien aux « *déserteurs, réfractaires et insoumis russes* », mais pas, semble-t-il, en faveur de leurs homologues ukrainiens, dont le nombre augmente pourtant. La situation peut évoluer, mais pour l'instant elle nous rappelle que, lors de la guerre en Syrie, les Kurdes refusant le service

28 Puisqu'il s'agit de valeur et de démocratie, il est toujours bon de rappeler que l'Otan veille à sa réputation LGBTQI+friendly. « *L'Otan est attachée à la diversité. Toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion, la nationalité, le handicap ou l'âge y est strictement interdite. Elle a également fait œuvre de pionnière en étant la toute première organisation au monde à reconnaître le mariage entre personnes du même sexe, offrant à ces couples les mêmes avantages qu'aux conjoints hétérosexuels, à une époque où le mariage homosexuel n'était reconnu que dans un seul pays, les Pays-Bas.* » www.nato.int www.nato.int

29 Après la guerre contre la Serbie, Claude Guillon publie *Domages de guerre. Paris-Pristina-Belgrade, 1999* (L'Insomniaque, 2000, 128 p.), livre incisif qui revient sur les hésitations et les compromissions otaniennes d'une partie des « radicaux » français.

30 On relativise, alors qu'en France Marine Le Pen et Éric Zemmour sont qualifiés de nazis ; alors que, à côté des membres du régiment Azov, les militants du RN auraient l'air de timides sociaux-démocrates ; alors que, Ukraine mise à part, il existe assez peu de pays dans le monde où des organisations d'extrême droite disposent de leurs propres unités militaires intégrées à l'armée nationale.

militaire obligatoire au sein des YPG ont été opportunément oubliés alors qu'ils étaient nombreux à se réfugier dans les grandes villes européennes³¹.

Nous le répétons, il s'agit ici pour nous de critiquer non pas la manière dont des personnes réagissent au bombardement de leur ville ou de leur pays, mais, éventuellement, les discours qu'ils peuvent nous destiner et, surtout, ceux que l'on porte sur eux.

La propension est désormais bien établie en milieu militant à voir du « potentiel » révolutionnaire partout, surtout si la région est lointaine et exotique... un point de vue qui est ici particulièrement tiré par les cheveux. Mais, au-delà de ce réflexe, les spectres qui hantent la question ukrainienne, d'une manière fort ensorcelante et peut-être plus ouvertement que sur d'autres « théâtres d'opération », ne sont rien moins que le militarisme, le nationalisme et le concept d'Union sacrée, variantes morbides de l'interclassisme. Des idéologies par lesquelles même les militants les plus chevronnés, les plus charpentés par la théorie, peuvent être emportés si les circonstances s'y prêtent, l'histoire l'a tristement démontré.

Or il se trouve que nous ne subissons pas de bombardements, que des combats n'ont pas lieu dans nos rues et que nous ne risquons pas chaque minute d'être tués. Nous n'avons donc pas d'excuse, pas d'excuse pour perdre la tête. Nous pouvons profiter d'un cadre relativement confortable afin de réfléchir posément aux événements en cours. Nous aurions tort de ne pas en abuser, car ce cadre disparaîtra peut-être plus vite qu'on ne le croit.

Le retour de la guerre ³²

« *He said Son, don't you understand now³³ ?* »

L'implicite de la formule est qu'il s'agit du retour de la guerre *en Europe*. Mais en était-elle jamais partie ? La différence, c'est qu'en 2022 elle frappe davantage le centre de l'Europe que sa périphérie, comme ce fut le cas dans les années 1990 en ex-Yougoslavie, jusqu'à l'offensive de l'Otan contre la Serbie en 1999. Qui peut aujourd'hui douter que ces guerres aient, en définitive, été fort profitables tant pour l'Union européenne (UE) que pour l'Otan, ne serait-ce que par l'intégration de nouveaux membres³⁴. Sarajevo a beau être plus proche de Paris que Kiev, la Serbie n'a jamais contesté la suprématie des États-Unis et de l'UE sur l'Europe : or c'est ce que fait aujourd'hui la Russie. Contrairement au sort de la Bosnie autrefois, l'enjeu ukrainien est crucial, parce qu'il touche au cœur d'une Europe où se trouve un des principaux

31 Les déserteurs de l'armée française sont quant à eux environ 2 000 chaque année, à préférer la fuite et l'illégalité à la poursuite de leur engagement ; certains se retrouvent devant les tribunaux. Mais ça n'intéresse personne. Cela pourrait changer dans le futur.

32 Sur ces questions, on se reportera à notre livre, *Manu militari ? Radiographie critique de l'armée*, Le Monde à l'envers, 2020 (nouvelle édition), 120 p. http://www.lemondealenvers.lautre.net/livres/manu_militari.html

33 Bruce Springsteen, *Born in the USA*, 1984.

34 Outre le jackpot que représente la guerre pour le complexe militaro-industriel des États-Unis et pour leur industrie gazière, et bien qu'elle provoque vraisemblablement un désastre économique pour l'UE, elle est une aubaine pour quelques secteurs d'activité, notamment du fait de l'arrivée de réfugiés ukrainiens ; c'est en particulier le cas du secteur de la prostitution (en Allemagne) ou du secteur industriel et manufacturier en Pologne (pays qui manque de main-d'œuvre puisque ses prolétaires partent travailler dans des pays d'Europe de l'Ouest).

foyers industriels, financiers et commerciaux du monde. Il est crucial car il voit s'affronter certaines des principales puissances de la planète, y compris des puissances nucléaires, qu'il mobilise des forces mécaniques et humaines considérables – s'il y a un retour, c'est celui de la guerre de haute intensité – et qu'il a d'ores et déjà des répercussions économiques gigantesques.

À l'heure actuelle, le déroulement le plus probable, et qui serait le plus « raisonnable », c'est que la Russie achève à brève échéance la conquête des oblasts du Donbass, que les combats s'arrêtent, que des négociations s'enclenchent et aboutissent à un accord de paix et au rattachement de ces régions à la fédération de Russie ; un ajustement territorial qui aurait pu être obtenu *via* des négociations en 2021, sans guerre, et qui aujourd'hui profiterait tant aux Russes qu'aux Ukrainiens. Personne n'aurait en effet intérêt à ce que la guerre se prolonge avec, pour la Russie, une sorte d'enlisement à l'afghane. Personne, si ce ne sont les États-Unis, mais, justement, ce sont eux qui vont décider de la suite des événements. Vont-ils choisir de concéder à la Russie une piètre victoire, de veiller à la poursuite du conflit pendant quelques mois de plus, ou bien de se battre jusqu'au dernier soldat ukrainien ?

En attendant, les fournitures militaires de l'Otan à l'Ukraine, déjà fortes avant l'invasion, s'accumulent en milliers de tonnes d'acier et en milliards de dollars. Mais pas seulement.

Un processus déjà sensible depuis plusieurs années s'accélère soudainement. Bien que la Russie vienne d'afficher ses faiblesses, on va assister à une augmentation des budgets militaires dans les pays de l'UE et de l'Otan, qui déjà se bousculent pour passer commande auprès de l'industrie militaire des États-Unis (chars, avions de combat, etc.). Ces derniers sont, *pour l'instant*, les grands vainqueurs de la guerre. Pendant que se creuse la tombe des industries militaires du Vieux Continent, l'idée d'une Défense européenne est quant à elle enfin enterrée au profit d'une Otan revigorée. Nombre de pays optent désormais ouvertement pour leur très consciente vassalisation à Washington. Une soumission volontaire (et fort coûteuse) qui ne pourrait être interrompue que si, par exemple, émergeait une nouvelle puissance militaire en Europe, mais c'est peu probable puisque l'une des fonctions de l'Otan est précisément de l'empêcher³⁵. Toutefois, parmi les surprenantes conséquences de la guerre en Ukraine, il faut noter la remilitarisation de l'Allemagne, qui annonce déjà une rallonge de 100 milliards d'euros pour l'année 2022 (pour un budget de la défense d'environ 50 milliards, celui de la France étant de 40 milliards) ; un investissement qui, pour l'instant, ne se traduit que par des commandes de matériel américain. Affaire à suivre...

Il serait certes tentant pour certains gouvernements occidentaux d'embourber et de ruiner la Russie en Ukraine, mais il ne faudrait pas que, par accident, les puissances impliquées à la marge ne se trouvent plongées dans une escalade militaire, que le conflit ne dégénère, ne s'étende et que, en définitive, il n'oblige à une implication directe de l'Otan, donc des États-Unis ; comme en cas d'incident autour de Kaliningrad et de la trouée de Suwalki (par exemple une tentative de blocus) ou d'invasion des États baltes par une Russie aux abois. Cela ne signifierait pas forcément une guerre nucléaire, mais peut-être, à leur tour, un enlisement des Américains en Europe, fort peu indiqué puisque la Troisième Guerre mondiale doit se dérouler dans le Pacifique³⁶. La question est donc : jusqu'où ne pas aller trop loin ?

35 Selon le mot de son premier secrétaire général, Lord Ismay, le rôle de l'Otan consiste à « *garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle* ». Cf. Wikipédia.

Si l'on exclut les morts sur le terrain (ce que la classe capitaliste n'a jamais de mal à faire), le principal dommage collatéral de cette histoire est, évidemment, d'entériner le fait que la Russie a rompu avec l'Europe pour se tourner vers l'Asie et, en particulier, vers la Chine. Dommage ? L'idée chimérique d'un rapprochement puis d'une alliance entre l'UE et la Russie (qui aurait pu favoriser sa démocratisation) disparaît au passage. Les blocs se constituent, se formalisent. Le risque serait que la guerre en Ukraine, malgré son lot d'horreurs, ne soit qu'une escarmouche annonçant des conflits d'une autre ampleur, à court ou moyen terme.

En attendant, ceux qui payent la casse sont toujours les mêmes, les prolétaires : accentuation de la crise, compétition internationale et exploitation accrues, inflation, augmentation des budgets militaires qui ne peut signifier que des hausses d'impôts et des baisses de services (santé, éducation), etc. Des révoltes locales auront lieu, en particulier dans l'Hexagone, mais rien qui pour l'instant ne puisse ébranler l'ordre capitaliste ou éteindre les tensions interétatiques.

Gageons toutefois que si, dans les prochains mois ou les prochaines années, la France et son armée devaient être impliquées beaucoup plus directement dans une guerre de haute intensité (du genre de celle que subit l'Ukraine), le gouvernement et les médias nous expliqueront que c'est afin de défendre la justice, le droit et la démocratie, comme en 1914 ! Alors, pour être cohérents, que ferons-nous ?

Tristan Leoni, 8 mai 2022

Texte initialement paru sur le blog ddt21.noblogs.org

36 Les gigantesques livraisons d'armes à l'Ukraine que planifient les États-Unis ralentissent d'ores et déjà celles destinées à Taïwan. Cf. Laurent Lagneau, « Taïwan s'inquiète de possibles retards pour ses commandes d'équipements militaires américains », *Zone militaire*, 3 mai 2022. <http://www.opex360.com/2022/05/03/taiwan-sinquiete-de-possibles-retards-pour-ses-commandes-dequipements-militaires-americains/>

L'Ukraine a déjà reçu environ 7 000 missiles antichars Javelin, ce qui représente environ un tiers du stock américain, avec un délai de remplacement estimé à trois ou quatre ans. Cf. Matías Maiello, « Quelques éléments d'analyse militaire sur la guerre en Ukraine », *Révolution permanente*, 28 avril 2022. <https://www.revolutionpermanente.fr/Quelques-elements-d-analyse-militaire-sur-la-guerre-en-Ukraine>